

2 Politique

Acte à connotation islamiste à Libreville

Un Nigérien poignarde deux Danois au cri " d'Allah-Akbar "

SCOM

Libreville/Gabon

AROUNA Adamou, 53 ans, vient d'ajouter son nom à la longue liste des acteurs qui vivifient la barbarie à travers le monde, au nom d'une prétendue défense des intérêts de la religion musulmane. En effet, l'Ouest-Africain s'est rendu auteur, samedi 16 décembre courant, au village artisanal de Libreville, d'une agression au couteau de deux ressortissants danois ayant suscité l'émoi dans le pays où un tel acte est perpétré pour la première fois sur notre sol.

Il s'agit de deux reporters de National Geographic, une chaîne de télévision américaine spécialisée dans la production et la réalisation des documentaires thématiques. Les victimes ont été transportées à l'Hôpital d'instruction des armées de Melen, où leur prise en charge a été immédiate. Aux dernières nouvelles, le pronostic vital du cas le plus grave n'est plus engagé. L'homme a subi une opération après son admission aux urgences.



Photo : D.R

L'agresseur neutralisé par les policiers.

Selon des sources concordantes, les faits se sont produits vers 10 heures. Les deux Danois ont été attaqués au couteau par le Nigérien alors qu'ils faisaient des achats au " village artisanal". Arouna, qui a lancé un " Allah Akbar" au moment de commettre son acte, a, par ailleurs, dit agir « en représailles aux attaques des États-Unis contre les musulmans et à la reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale d'Israël. »

Les deux victimes n'ont eu la vie sauve que grâce à la

promptitude des policiers en faction dans les environs. Chose curieuse, plusieurs témoins, dit-on, seraient restés indifférents face à ce qui se passait pourtant sous leurs yeux. Au moment où nous mettions sous presse, les informations de dernière minute faisaient état de la mobilisation de tous les services compétents autour du parquet de Libreville, dans le cadre de cette affaire. Mais également de la mise en branle d'une opération coup de poing, laquelle a déjà permis d'arrêter plusieurs commer-



Photo : D.R

Le sujet nigérien serait-il un terroriste?

çants exerçant au village artisanal, qu' à Booué où résidait l'auteur de cet acte odieux depuis plus de 10 ans sur les 19 au total passés sur notre territoire. D'autant que le Nigérien aurait débarqué à Libreville, quelques jours seulement, avant de passer à l'action.

Aussi, s'agira-t-il pour les limiers de découvrir s'il s'agit d'un acte isolé ou bien d'une organisation en intelligence avec les milieux terroristes. Surtout que l'agresseur, selon certains indices, donnaient l'impression d'avoir pré-

médité son coup depuis longtemps. Il serait même allé à "Mbolo" à la recherche des personnes de nationalité américaine, en vue de les agresser. Ayant entendu les deux Danois parler en anglais, il a décidé de passer à l'acte, les

prenant pour des ressortissants du pays de l'Oncle Sam.

Hier, en fin d'après-midi, le Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG) a fait une déclaration lue par son président, l'imam Ismaël Ocen Ossa. Ce lundi, est prévue une grande réunion élargie à toutes les communautés musulmanes vivant au Gabon, aux imams et aux prédicateurs sur l'esplanade de la mosquée Hassan II.

Cette affaire à connotation religieuse s'est naturellement répandue à travers le monde comme un acte terroriste touchant des étrangers dans un pays où reconnaît-on l'insécurité est réduite. Et dans lequel les agressions contre les occidentaux ou leurs intérêts n'ont jamais été enregistrées auparavant.

DECLARATION DU CONSEIL SUPERIEUR DES AFFAIRES ISLAMIQUES DU GABON

Hier, samedi 16 décembre 2017, à 10 heures, à Libreville, deux reporters danois en reportage dans notre pays pour le compte de la chaîne de télévision National Geographic, ont été sauvagement agressés à l'arme blanche par un ressortissant nigérien âgé de 53 ans, résidant au Gabon depuis 19 ans qui aurait déclaré à la police avoir agi en représailles aux attaques des Etats-Unis contre les musulmans et à la reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Un tel acte inédit au Gabon appelle du CSAIG et de la communauté musulmane du Gabon la réaction la plus énergique et la réprobation la plus totale s'agissant de la violation de ce que l'islam considère comme sacré donc inviolable, c'est à dire l'être humain.

Le Conseil Supérieure des Affaires Islamiques du Gabon, unique institution de régulation de l'Islam au Gabon, rejette et condamne fermement de tels faits. Le CSAIG rappelle que cette agression est inadmissible dans un Etat de droit et encore moins dans notre pays dont la tradition d'accueil et la culture de paix sont unanimement reconnus à travers le monde.

Le CSAIG rappelle aussi que notre constitution et nos lois condamnent et répriment la violence sous quelque forme que ce soit.

Le CSAIG rappelle enfin que dans le verset 30 de la Sourate la Table servie, Dieu dit : « ...celui qui tuerait une seule personne non coupable de meurtre ou de dégâts sur terre serait considéré comme ayant tué l'humanité toute entière et que celui qui sauverait la vie d'une seule personne, serait aussi considéré comme ayant sauvé l'humanité toute entière. »

Ces références coraniques démontrent à suffisance, le caractère sacré de la vie humaine dans la religion musulmane.

En conséquence pour le CSAIG, cet acte horrible, maladroite et injustifié prétendument perpétré au nom de l'Islam ne sert ni l'Islam, ni son auteur.

Il appelle donc toutes les communautés étrangères vivant au Gabon et l'ensemble de la communauté musulmane à se conformer aux lois de la République et aux principes qui gouvernent la bonne pratique de l'Islam dans notre pays.

Aucun amalgame ne doit être fait entre les situations conflictuelles en cours sur la scène internationale, notamment la situation entre Israël et la Palestine, et la pratique de l'Islam qui enjoint à tout musulman de respecter la vie humaine et de promouvoir la paix autour de soi.

Enfin, tout en exprimant son attachement aux valeurs de paix et au vivre-ensemble qui a toujours caractérisé notre pays, le CSAIG témoigne sa solidarité aux victimes ainsi qu'aux familles de celles-ci et appelle le Gouvernement à réprimer sévèrement l'auteur de cette agression et à poursuivre ses efforts de sécurisation du territoire national.

Fait à Libreville, le 17 Décembre 2017
Le Président du CSAIG
Imam ISMAËL OCENI OSSA

Réaction du gouvernement

" Le Gabon ne saurait être le théâtre d'agissements contraires à notre vivre-ensemble "

SCOM

Libreville/Gabon

SITÔT après l'acte posé par le terroriste d'origine nigérienne, le gouvernement a immédiatement constitué une cellule de crise, chargé de faire rapidement toute la lumière sur cette affaire sans précédent en République gabonaise. C'est donc à travers un communiqué lu, samedi soir, par le ministre en charge des Affaires présidentielles et de la Défense nationale, Etienne Massard Kabinda Makaga, assurant l'intérim de son collègue de l'Intérieur, que l'Etat a dit toute sa désapprobation face à ce type d'acte de nature à menacer la paix et la stabilité de notre pays.

Parfaitement renseigné par cette cellule de crise relativement à l'identité de l'agresseur, le ministre de la Défense nationale a indiqué que le mis en cause réside régulièrement au Gabon depuis 19 ans. Mais aussi que ce dernier dit avoir réagi en représailles aux attaques des Etats-Unis contre les musulmans, et de la re-



Photo : Aristide Mousavou

Le ministre de la Défense nationale, Etienne Massard Makaga, est monté au créneau.

connaissance par cette grande nation de Jérusalem en tant que capitale de l'Etat d'Israël.

« Au regard de la gravité des faits, une enquête judiciaire a été immédiatement ouverte sous la direction du parquet de Libreville, pour établir si les agissements du nommé Arouna Adamou relève d'un acte isolé ou concerté », a déclaré le membre du gouverne-

ment.

M. Massard Kabinda Makaga a, par ailleurs, rassuré quant à la prise en charge immédiate des victimes dans une structure hospitalière. Avant de rappeler l'engagement résolu du gouvernement de la République contre toute agression, de quelque nature qu'elle soit, isolée ou concertée. Tout en appelant, par la même occa-

sion, les populations à rester prudentes et à éviter les amalgames.

« Face à cet acte lâche, abominable et ignoble, le gouvernement tient à rassurer les populations de ce que le Gabon ne saurait être le théâtre d'agissements contraires à notre vivre-ensemble et attentatoire à la paix sociale », a-t-il prévenu.